

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

[C – 2013/02044]

15 SEPTEMBRE 2013. — *Loi relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel* (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

### CHAPITRE 2. — *Définitions*

**Art. 2.** Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° membre du personnel : le membre du personnel statutaire, le stagiaire ou le membre du personnel occupé en vertu d'un contrat de travail;

2° autorités administratives fédérales : les autorités administratives fédérales visées à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

3° atteinte suspectée à l'intégrité : la suspicion

a) d'exécution ou d'omission d'un acte par un membre du personnel, constituant une infraction aux lois, arrêtés, circulaires, règles internes et procédures internes qui sont applicables aux autorités administratives fédérales et aux membres de leur personnel;

b) d'exécution ou d'omission d'un acte par un membre du personnel, impliquant un risque inacceptable pour la vie, la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement;

c) d'exécution ou d'omission d'un acte par un membre du personnel, témoignant manifestement d'un manquement grave aux obligations professionnelles ou à la bonne gestion d'une autorité administrative fédérale;

d) qu'un membre du personnel a sciemment ordonné ou conseillé de commettre une atteinte à l'intégrité telle que visée aux a), b) et c);

4° point de contact : la personne de confiance d'intégrité, en tant que point de contact dans la composante interne du système de dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité, et le « Point de contact central pour les atteintes suspectées à l'intégrité » auprès des médiateurs fédéraux, en tant que composante externe du système de dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

L'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, ne vise pas :

1° le harcèlement moral à l'égard des personnes visées à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

2° la discrimination fondée sur :

a) l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, la langue, l'état de santé actuel ou futur, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine sociale au sens de l'article 4, 4°, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination;

b) le sexe, la grossesse, l'accouchement ou la maternité au sens des articles 3 et 4 de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes;

c) la nationalité, la race présumée, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique au sens de l'article 3 de la loi du 10 mai 2007 modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C – 2013/02044]

15 SEPTEMBER 2013. — *Wet betreffende de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door haar personeelsleden* (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de grondwet.

### HOOFDSTUK 2. — *Definities*

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° personeelslid : het statutair personeelslid, de stagiair of het personeelslid met een arbeidsovereenkomst;

2° federale administratieve overheden : de federale administratieve overheden zoals bedoeld in artikel 14 § 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

3° veronderstelde integriteitsschending : de veronderstelling van

a) een handeling of het nalaten van een handeling door een personeelslid die een inbreuk is op de wetten, de besluiten, de omzendbrieven, de interne regels en de interne procedures die van toepassing zijn op de federale administratieve overheden en hun personeelsleden;

b) een handeling of het nalaten van een handeling door een personeelslid die een onaanvaardbaar risico inhoudt voor het leven, de gezondheid of de veiligheid van personen of voor het milieu;

c) een handeling of het nalaten van een handeling door een personeelslid die manifest getuigt van een ernstige tekortkoming in de professionele verplichtingen of in het beheer van een federale administratieve overheid;

d) het welbewust bevelen of adviseren door een personeelslid om een integriteitsschending te begaan zoals bedoeld in a), b) en c).

4° meldpunt : de vertrouwenspersoon integriteit, als meldpunt in de interne component van het systeem voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending en het « Centraal Meldpunt voor Veronderstelde Integriteitsschendingen » bij de federale ombudsmannen, als de externe component van het systeem voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending.

Onder het eerste lid, 3°, worden niet begrepen :

1° pesterijen ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk bedoelde personen;

2° discriminatie op grond van :

a) leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, syndicale overtuiging, taal, huidige of toekomstige gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst, als bedoeld in artikel 4, 4°, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

b) geslacht, zwangerschap, bevalling of moederschap, als bedoeld in de artikelen 3 en 4 van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen;

c) nationaliteit, zogenaamd ras, huidskleur, afkomst of nationale of etnische afstamming, als bedoeld in artikel 3 van de wet van 10 mei 2007 tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.

CHAPITRE 3. — *Le système de dénonciation*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le système de dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité est utilisé pour la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité commise au sein des autorités administratives fédérales par un membre du personnel en activité de service au sein de l'une de ces autorités.

§ 2. Sur proposition des ministres compétents pour le contrôle de l'intégrité et pour la fonction publique au sein des autorités administratives fédérales, le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les modalités relatives à la création, à l'organisation, au fonctionnement, aux responsabilités, aux compétences, aux rôles, aux fonctions et à la sélection de la composante interne du système de dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité, ainsi que toute autre modalité nécessaire, non réglée dans la présente loi, en vue du bon fonctionnement de cette composante.

Dans le cadre de la composante interne, chaque autorité administrative fédérale dispose d'une ou de plusieurs personnes de confiance d'intégrité par rôle linguistique, qui font office de point de contact.

§ 3. Il est créé, auprès des médiateurs fédéraux, le « Point de contact central pour les atteintes suspectées à l'intégrité », qui représente la composante externe du système de dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité, ci-après dénommé le Point de contact central. Le Point de contact central fait partie des services des médiateurs fédéraux.

Les médiateurs fédéraux des autorités administratives fédérales exécutent les missions qui leur sont assignées par la présente loi. Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, les médiateurs fédéraux exécutent également ces missions au sein des autorités administratives fédérales qui sont dotées de leur propre médiateur par une disposition législative particulière.

Les médiateurs fédéraux sont chargés de la direction et de la gestion de la composante externe pour la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité. La formation et le statut du personnel du Point de contact central sont définis conformément à l'article 19 de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux.

**Art. 4.** Le membre du personnel qui envisage de dénoncer une atteinte suspectée à l'intégrité peut toujours se faire informer et conseiller sur le contenu et l'application de la présente loi par une personne de confiance d'intégrité, par le Point de contact central ou par l'autorité administrative fédérale qui relève du ministre compétent pour le contrôle de l'intégrité dans les autorités administratives fédérales.

**Art. 5.** Le membre du personnel dénonce une atteinte suspectée à l'intégrité :

1° qui a eu lieu au cours des cinq années civiles précédentes, qui a lieu ou qui est sur le point d'avoir lieu au sein d'une autorité administrative fédérale;

2° qui est fondée sur une présomption raisonnable.

CHAPITRE 4. — *L'avis préalable*

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel qui souhaite agir conformément à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, demande d'abord, par écrit, un avis préalable à une personne de confiance d'intégrité de l'autorité administrative fédérale au sein de laquelle il est en activité de service.

Le membre du personnel qui souhaite agir conformément à l'article 8, § 2, demande d'abord, par écrit, un avis préalable au Point de contact central.

§ 2. La demande d'avis préalable doit être étayée par des éléments qui permettent de supposer, sur la base d'une présomption de bonne foi et raisonnable, que l'atteinte à l'intégrité a eu lieu au cours des cinq années précédentes, a lieu ou est sur le point d'avoir lieu au sein d'une autorité administrative fédérale.

La demande d'avis préalable contient au moins les éléments suivants :

1° la date d'envoi de la demande d'avis préalable;

2° le nom et les coordonnées du membre du personnel qui demande l'avis préalable;

3° le nom de l'autorité administrative fédérale où le membre du personnel est en activité de service;

4° le nom de l'autorité administrative fédérale concernée par l'atteinte suspectée à l'intégrité;

5° la description de l'atteinte suspectée à l'intégrité;

6° la date ou la période à laquelle l'atteinte suspectée à l'intégrité a eu lieu, a lieu ou aura lieu.

HOOFDSTUK 3. — *Het meldingssysteem*

**Art. 3.** § 1. Het systeem voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending dient voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door een personeelslid dat in dienstactiviteit is in één van deze overheden.

§ 2. Op voorstel van de ministers die bevoegd zijn voor de bewaking van de integriteit en ambtenarenzaken in de federale administratieve overheden bepaalt de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels betreffende de oprichting, de organisatie, de werking, de verantwoordelijkheden, de bevoegdheden, de rollen, de functies, de selectie en alle andere noodzakelijke modaliteiten voor de goede werking van de interne component van het systeem voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending die niet in deze wet zijn geregeld.

De interne component heeft als meldpunt een of meer vertrouwenspersonen integriteit per federale administratieve overheid en taalrol.

§ 3. Bij de federale ombudsmannen wordt, het « Centraal Meldpunt voor Veronderstelde Integriteitsschendingen » opgericht, als externe component voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending, hierna het « Centraal Meldpunt » genoemd. Het Centraal Meldpunt vormt een onderdeel van de diensten van de federale ombudsmannen.

De federale ombudsmannen van de federale administratieve overheden oefenen de taken uit die hen worden toegewezen in deze wet. In afwijking van artikel 1, tweede lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen oefenen de federale ombudsmannen die taken ook uit in de federale administratieve overheden die door een bijzondere wettelijke bepaling over een eigen ombudsman beschikken.

De federale ombudsmannen hebben de leiding over en beheren de externe component voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending. De formatie en het statuut van het personeel van het Centraal Meldpunt worden bepaald overeenkomstig artikel 19 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen.

**Art. 4.** Het personeelslid dat overweegt een veronderstelde integriteitsschending te melden kan zich steeds laten informeren en adviseren over de inhoud en de toepassing van deze wet bij een vertrouwenspersoon integriteit, bij het Centraal Meldpunt of bij de federale administratieve overheid waarover de minister die instaat voor de bewaking van de integriteit in de federale administratieve overheden bevoegd is.

**Art. 5.** Het personeelslid meldt een veronderstelde integriteitsschending :

1° die zich in de afgelopen vijf kalenderjaren heeft voorgedaan, zich voordoet of op het punt staat zich voor te doen in een federale administratieve overheidsdienst;

2° op basis van een redelijk vermoeden.

HOOFDSTUK 4. — *Het voorafgaand advies*

**Art. 6.** § 1. Het personeelslid dat wenst te handelen overeenkomstig artikel 8, § 1, vraagt eerst schriftelijk een voorafgaand advies aan een vertrouwenspersoon integriteit van de federale administratieve overheid waar hij in dienstactiviteit is;

Het personeelslid dat wenst te handelen overeenkomstig artikel 8, § 2, vraagt eerst schriftelijk een voorafgaand advies aan het Centraal Meldpunt.

§ 2. De vraag om voorafgaand advies dient te worden gestaafd met elementen die wijzen op een eerlijk en redelijk vermoeden dat de integriteitsschending zich in de afgelopen vijf kalenderjaren heeft voorgedaan, zich voordoet of op het punt staat zich voor te doen in een federale administratieve overheid.

De vraag om voorafgaand advies bevat tenminste de volgende elementen :

1° de verzendingsdatum van de vraag om voorafgaand advies;

2° de naam en de contactgegevens van het personeelslid dat het voorafgaand advies vraagt;

3° de naam van de federale administratieve overheid waar het personeelslid in dienstactiviteit is;

4° de naam van de federale administratieve overheid waarop de veronderstelde integriteitsschending betrekking heeft;

5° de beschrijving van de veronderstelde integriteitsschending;

6° de datum of de periode waarin de veronderstelde integriteitsschending heeft plaatsgevonden, plaatsvindt of zal plaatsvinden.

§ 3. La demande d'avis préalable, complétée par les éléments visés au § 2 du présent article, est complétée et signée par le membre du personnel et transmise, selon le cas, à la personne de confiance d'intégrité ou au Point de contact central.

§ 4. Au plus tard deux semaines après la date de réception de la demande d'avis préalable, la personne de confiance d'intégrité ou le Point de contact central peut convoquer le membre du personnel qui a demandé l'avis préalable afin qu'il explicite les éléments de la demande d'avis préalable.

Le cas échéant, la personne de confiance d'intégrité ou le Point de contact central et le membre du personnel qui a demandé l'avis préalable déterminent d'un commun accord les modalités, telles que la date, le lieu et la forme, des explications relatives à l'avis préalable.

La personne de confiance d'intégrité ou le Point de contact central confirme au membre du personnel qui a demandé l'avis préalable les modalités des explications relatives à l'avis préalable.

L'explication des éléments de la demande d'avis préalable doit être terminée au plus tard quatre semaines après la date de réception.

§ 5. Au plus tard six semaines après la date de réception, la personne de confiance d'intégrité ou le Point de contact central rend un avis écrit et motivé sur la recevabilité et le bien-fondé manifeste de l'atteinte suspectée à l'intégrité sur la base des éléments contenus dans la demande d'avis préalable et le cas échéant des explications relatives à l'avis préalable.

§ 6. Au plus tard huit semaines après la date de réception, la personne de confiance d'intégrité ou le Point de contact central communique, par écrit, son avis complété par l'avis, au membre du personnel qui a demandé l'avis préalable.

L'avis est favorable si la personne de confiance d'intégrité ou le Point de contact central juge que la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité est recevable et manifestation fondée.

Dans tous les autres cas, l'avis est défavorable. Lorsque l'avis est défavorable parce que la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité est irrecevable, bien que manifestation fondée, la personne de confiance d'intégrité ou le Point de contact central accompagne cet avis de recommandations pertinentes à l'attention du membre du personnel qui a demandé l'avis préalable.

§ 7. A tout moment, le membre du personnel qui a demandé un avis peut s'adresser au Point de contact central s'il estime que le traitement de sa demande d'avis auprès de la personne de confiance peut être entaché d'un manque de confidentialité ou de garanties d'indépendance. Dans ce cas, c'est la procédure pour les dénonciations, telle que définie à l'article 8, § 2, qui est d'application.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Si une personne de confiance d'intégrité d'une autorité administrative fédérale rend un avis défavorable et que le membre du personnel qui a demandé l'avis préalable ne peut souscrire au contenu de l'avis, ce dernier peut adresser, au plus tard dix semaines après la date de réception visée à l'article 6, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, sa demande d'avis préalable pour réexamen au Point de contact central, complétée par l'avis visé à l'article 6, § 6.

§ 2. Le Point de contact central communique son avis motivé par écrit et au plus tard douze semaines après la date de réception visée à l'article 6, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, au membre du personnel qui a demandé le réexamen de sa demande d'avis préalable et à la personne de confiance visée au § 1<sup>er</sup>.

L'avis est favorable lorsque le Point de contact central « juge la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité recevable et manifestation fondée ».

Dans tous les autres cas, l'avis est défavorable.

Lorsque l'avis est défavorable parce que la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité est irrecevable, mais manifestation fondée, le Point de contact central accompagne cet avis de recommandations pertinentes à l'attention du membre du personnel qui a demandé un réexamen comme prévu au § 1<sup>er</sup>.

#### CHAPITRE 5. — *La dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité*

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Un membre du personnel informe, de bonne foi et sur la base d'une suspicion raisonnable, son supérieur fonctionnel ou un supérieur hiérarchique d'une atteinte suspectée à l'intégrité commise au sein de l'autorité administrative fédérale où il est occupé. Le supérieur fonctionnel ou hiérarchique concerné respecte la confidentialité de l'identité et de la situation juridique de ce membre du personnel et veille à ce qu'il ne subisse pas de conséquences préjudiciables.

§ 3. De vraag om voorafgaand advies, aangevuld met de elementen bedoeld in § 2 van dit artikel, wordt door het personeelslid ingevuld, ondertekend en naargelang het geval overgezonden aan de vertrouwenspersoon integriteit of het Centraal Meldpunt.

§ 4. Uiterlijk twee weken volgend op de ontvangstdatum van de vraag om voorafgaand advies kan de vertrouwenspersoon integriteit of het Centraal Meldpunt het personeelslid dat het voorafgaand advies heeft aangevraagd uitnodigen voor een verdere toelichting van de elementen uit de vraag om voorafgaand advies.

De vertrouwenspersoon integriteit of het Centraal Meldpunt en het personeelslid dat het voorafgaand advies heeft aangevraagd bepalen desgevallend onderling de modaliteiten zoals de datum, plaats en wijze voor de toelichting bij het voorafgaand advies.

De vertrouwenspersoon integriteit of het Centraal Meldpunt bevestigt aan het personeelslid dat het voorafgaand advies heeft gevraagd de modaliteiten voor de toelichting bij het voorafgaand advies.

De toelichting bij de elementen uit de vraag om voorafgaand advies dient uiterlijk vier weken na de ontvangstdatum te zijn beëindigd.

§ 5. De vertrouwenspersoon integriteit of het Centraal Meldpunt geeft uiterlijk zes weken na de ontvangstdatum een schriftelijk, gemotiveerd advies over de ontvankelijkheid en de kennelijke gegrondheid van de veronderstelde integriteitsschending op basis van de elementen in de vraag om het voorafgaand advies en desgevallend de toelichting bij het voorafgaand advies.

§ 6. De vertrouwenspersoon integriteit of het Centraal Meldpunt deelt zijn advies uiterlijk acht weken na de ontvangstdatum, aangevuld met het advies, schriftelijk mee aan het personeelslid dat het voorafgaand advies heeft aangevraagd.

Het advies is gunstig indien de vertrouwenspersoon integriteit of het Centraal Meldpunt de melding van de veronderstelde integriteitsschending ontvankelijk en kennelijk gegrond acht.

In alle andere gevallen is het advies ongunstig. Het ongunstig advies ten gevolge van een onontvankelijke maar kennelijk gegronde melding van een veronderstelde integriteitsschending wordt door de vertrouwenspersoon integriteit of het Centraal Meldpunt aangevuld met relevante aanbevelingen voor het personeelslid dat het voorafgaand advies heeft aangevraagd.

§ 7. Het personeelslid dat een advies heeft aangevraagd kan zich op ieder moment wenden tot het Centraal Meldpunt indien hij meent dat de behandeling van zijn vraag om advies bij de vertrouwenspersoon integriteit onvoldoende vertrouwelijkheid of waarborgen van onafhankelijkheid biedt. In dit geval geldt de procedure voor meldingen als bedoeld in artikel 8, § 2.

**Art. 7. § 1.** Als een vertrouwenspersoon « integriteit » van een federale administratieve overheid een ongunstig advies geeft en het personeelslid dat het voorafgaand advies heeft aangevraagd zich niet kan vinden in de inhoud van het advies, dan kan het personeelslid zijn vraag voor voorafgaand advies uiterlijk tien weken na de ontvangstdatum, bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid, aangevuld met het advies, bedoeld in artikel 6, § 6, voor herziening richten aan het Centraal Meldpunt.

§ 2. Het Centraal Meldpunt deelt zijn met redenen omkleed advies uiterlijk twaalf weken na de ontvangstdatum, bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid, schriftelijk mee aan het personeelslid dat de herziening van zijn vraag om voorafgaand advies heeft aangevraagd en aan de vertrouwenspersoon bedoeld in § 1.

Het advies is gunstig indien het Centraal Meldpunt de veronderstelde integriteitsschending ontvankelijk en kennelijk gegrond acht.

In alle andere gevallen is het advies ongunstig.

Wanneer het advies ongunstig is ten gevolge van een onontvankelijke maar kennelijk gegronde melding van een veronderstelde integriteitsschending wordt dit advies door het Centraal Meldpunt aangevuld met relevante aanbevelingen voor het personeelslid dat een herziening heeft gevraagd als bedoeld in § 1.

#### HOOFDSTUK 5. — *De melding van de veronderstelde integriteitsschending*

**Art. 8. § 1.** Een personeelslid brengt zijn functionele of een hiërarchische meerdere eerlijk en op basis van een redelijk vermoeden op de hoogte van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheid waar hij is tewerkgesteld. De betrokken functionele of hiërarchische meerdere gaat vertrouwelijk om met de identiteit en de rechtstoestand van dat personeelslid en zorgt ervoor dat hij geen nadelige gevolgen ondervindt.

Si un membre du personnel ne souhaite pas informer son supérieur fonctionnel ou un supérieur hiérarchique d'une atteinte suspectée à l'intégrité commise dans l'autorité administrative fédérale où il est occupé, il la dénonce à la personne de confiance d'intégrité. Dans le même temps, le membre du personnel communique à la personne de confiance d'intégrité son choix entre :

1° une dénonciation publique, dans le cadre de laquelle il autorise, expressément et par écrit, la personne de confiance d'intégrité à divulguer son identité, ou

2° une dénonciation confidentielle, dans le cadre de laquelle la personne de confiance d'intégrité traite l'identité du membre du personnel de manière confidentielle, la protège au maximum et ne la révèle à personne, dans les limites de la législation en vigueur, sans l'autorisation écrite expresse du membre du personnel concerné.

§ 2. Un membre du personnel fait une dénonciation au Point de contact central :

1° en l'absence d'une personne de confiance d'intégrité dans l'autorité administrative fédérale où il est occupé;

2° lorsqu'il ne souhaite pas informer son supérieur fonctionnel ou un supérieur hiérarchique d'une atteinte suspectée à l'intégrité commise dans l'autorité administrative fédérale où il est occupé, et qu'il ne souhaite pas non plus dénoncer cette atteinte suspectée à l'intégrité à la personne de confiance d'intégrité de son autorité administrative fédérale;

3° lorsque sa dénonciation concerne une atteinte suspectée à l'intégrité dans une autorité administrative fédérale où il est occupé, et qu'il suspecte que le supérieur hiérarchique le plus élevé de cette autorité administrative fédérale y est impliqué;

4° lorsque sa dénonciation concerne une atteinte suspectée à l'intégrité dans une autorité administrative fédérale où il n'est pas occupé.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Le membre du personnel qui reçoit un avis favorable confirme aux médiateurs fédéraux, au plus tard deux semaines après la date de réception visée à l'article 6, § 6, ou à l'article 7, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité.

Dans le même temps, le membre du personnel communique aux médiateurs fédéraux son choix entre :

1° une dénonciation publique, dans le cadre de laquelle il autorise, expressément et par écrit, les médiateurs fédéraux à divulguer son identité, ou

2° une dénonciation confidentielle, dans le cadre de laquelle les médiateurs fédéraux traitent l'identité du membre du personnel de manière confidentielle, la protègent au maximum et ne la révèlent à personne, dans les limites de la législation en vigueur, sans l'autorisation écrite expresse du membre du personnel concerné.

§ 2. Au plus tard quatorze semaines après la date de réception visée à l'article 6, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les médiateurs fédéraux portent la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité à la connaissance du supérieur hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale concernée par la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité.

Si la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité laisse toutefois suffisamment penser que le responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale où a eu lieu l'atteinte suspectée à l'intégrité est impliqué dans cette atteinte, les médiateurs fédéraux informent le ministre dont relève l'autorité administrative fédérale ou le comité de gestion de l'institution publique de sécurité sociale concernée par l'atteinte suspectée à l'intégrité.

## CHAPITRE 6. — *L'enquête relative à la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité*

### Section 1<sup>re</sup>. — Le mandat d'enquête

**Art. 10. § 1<sup>er</sup>.** Après l'application de l'article 9 et au plus tard quinze semaines après la date de réception visée à l'article 6, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les médiateurs fédéraux entament une enquête sur l'atteinte suspectée à l'intégrité.

§ 2. Les médiateurs fédéraux qui dirigent et coordonnent l'enquête :

1° appliquent les principes généraux de bonne administration et respectent les droits de la défense;

2° documentent et justifient dûment et consciencieusement tout acte et toute décision;

3° établissent par écrit le mandat d'enquête sur l'atteinte suspectée à l'intégrité.

Als een personeelslid zijn functionele of een hiërarchische meerdere niet wenst op de hoogte te brengen van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheid waar hij is tewerkgesteld, meldt hij dit aan de vertrouwenspersoon integriteit. Tegelijkertijd deelt het personeelslid aan de vertrouwenspersoon integriteit zijn keuze mee voor :

1° een open melding, waarbij hij de vertrouwenspersoon integriteit de uitdrukkelijke en schriftelijke toelating geeft zijn identiteit bekend te maken, of

2° een vertrouwelijke melding, waarbij de vertrouwenspersoon integriteit met de identiteit van het personeelslid vertrouwelijk omgaat, maximaal afschermt en aan niemand bekend maakt, binnen de geldende wetgeving, zonder de uitdrukkelijke schriftelijke toelating van het betrokken personeelslid.

§ 2. Een personeelslid meldt bij het Centraal Meldpunt :

1° bij ontstentenis van een vertrouwenspersoon integriteit in de federale administratieve overheid waar hij is tewerkgesteld;

2° als hij zijn functionele of een hiërarchische meerdere niet wenst op de hoogte te brengen van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheid waar hij is tewerkgesteld en die veronderstelde integriteitsschending ook niet wenst te melden bij de vertrouwenspersoon integriteit van zijn federale administratieve overheid;

3° als zijn melding een veronderstelde integriteitsschending betreft in een federale administratieve overheid waar hij is tewerkgesteld maar waarbij de hoogste hiërarchische meerdere van die federale administratieve overheid vermoedelijk betrokken is;

4° als zijn melding een veronderstelde integriteitsschending betreft in een federale administratieve overheid waar hij niet tewerkgesteld is.

**Art. 9. § 1.** Het personeelslid dat een gunstig advies ontvangt bevestigt uiterlijk twee weken na de ontvangstdatum, bedoeld in artikel 6, § 6, of in artikel 7, § 2, eerste lid, de melding van de veronderstelde integriteitsschending aan de federale ombudsmannen.

Tegelijkertijd deelt het personeelslid aan de federale ombudsmannen zijn keuze mee voor :

1° een open melding, waarbij hij de federale ombudsmannen de uitdrukkelijke en schriftelijke toelating geeft zijn identiteit bekend te maken, of;

2° een vertrouwelijke melding, waarbij de federale ombudsmannen met de identiteit van het personeelslid vertrouwelijk omgaan, maximaal afschermen en aan niemand bekend maken, binnen de geldende wetgeving, zonder de uitdrukkelijke schriftelijke toelating van het betrokken personeelslid.

§ 2. Uiterlijk veertien weken na de ontvangstdatum, bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid, brengen de federale ombudsmannen de hoogste hiërarchische meerdere van de federale administratieve overheid waarop de melding van de veronderstelde integriteitsschending betrekking heeft, op de hoogte van de melding van de veronderstelde integriteitsschending.

Als uit de melding van de veronderstelde integriteitsschending echter voldoende blijkt dat de hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid waar de veronderstelde integriteitsschending zich heeft voorgedaan betrokken is bij die veronderstelde integriteitsschending, brengen de federale ombudsmannen de minister bevoegd voor de federale administratieve overheid of het beheerscomité van de betrokken openbare instelling van sociale zekerheid waarop de veronderstelde integriteitsschending betrekking heeft, op de hoogte.

## HOOFDSTUK 6. — *Het onderzoek van de melding van de veronderstelde integriteitsschending*

### Afdeling 1. — De opdracht voor het onderzoek

**Art. 10. § 1.** Na toepassing van artikel 9 en uiterlijk vijftien weken na de ontvangstdatum, bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid, beginnen de federale ombudsmannen een onderzoek naar de veronderstelde integriteitsschending.

§ 2. De federale ombudsmannen die het onderzoek leiden en coördineren :

1° passen de algemene principes van behoorlijk bestuur en de rechten van verdediging toe;

2° documenteren en verantwoorden behoorlijk en zorgvuldig alle handelingen en beslissingen;

3° leggen de opdracht voor het onderzoek naar de veronderstelde integriteitsschending schriftelijk vast.

§ 3. Les médiateurs fédéraux peuvent se faire assister par des experts pour réaliser l'enquête sur une atteinte suspectée à l'intégrité.

§ 4. Les médiateurs fédéraux et, le cas échéant, les experts qui les assistent, peuvent associer à cette enquête tout membre du personnel qu'ils jugent utile. Le membre du personnel qui est associé à l'enquête a le droit de se faire assister par un conseil.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le mandat d'enquête sur l'atteinte suspectée à l'intégrité mentionne au moins :

1° la description de l'atteinte suspectée à l'intégrité qui donne lieu à l'enquête;

2° le nom de l'autorité administrative fédérale où l'enquête sera effectuée;

3° le nom, le rôle linguistique et les coordonnées des médiateurs fédéraux et, le cas échéant, des experts qui les assistent dans l'exécution de l'enquête;

4° les questions auxquelles l'enquête doit répondre;

5° la date de fin prévue de l'enquête : l'enquête doit être clôturée au plus tard vingt semaines après la date de réception visée à l'article 6, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>. La durée prévue peut être prolongée, moyennant motivation, de quatre semaines au maximum.

§ 2. Toute modification apportée au mandat d'enquête est consignée par écrit dans un addendum par les médiateurs fédéraux.

§ 3. Le mandat d'enquête et l'addendum visé au § 2, sont signés et datés par les médiateurs fédéraux et, le cas échéant, par les experts qui les assistent dans l'exécution de l'enquête.

#### Section 2. — La notification écrite de l'enquête

**Art. 12.** Les membres du personnel qui sont associés à l'enquête reçoivent des médiateurs fédéraux une notification écrite de l'enquête.

Cette notification mentionne au moins :

1° la description de l'atteinte suspectée à l'intégrité qui donne lieu à l'enquête;

2° la possibilité que l'enquête soit étendue aux faits et circonstances qui sont révélés au cours de l'enquête et qui peuvent être utiles pour définir l'ampleur, la nature et la gravité de l'atteinte suspectée à l'intégrité;

3° le droit qu'a le membre du personnel associé à l'enquête de se faire assister par un conseil;

4° le nom de l'autorité administrative fédérale où l'enquête sera effectuée;

5° le nom, le rôle linguistique et les coordonnées des médiateurs fédéraux et, le cas échéant, des experts qui les assistent dans l'exécution de l'enquête.

La notification n'est pas d'application lorsque l'intérêt de l'enquête l'exige. Le recours à la présente disposition est motivé dans le rapport écrit de l'enquête.

#### Section 3. — La déclaration individuelle et le rapport écrit

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Les médiateurs fédéraux et, le cas échéant, les experts qui les assistent dans l'exécution de l'enquête :

1° garantissent que les membres du personnel associés à l'enquête puissent faire leur déclaration en toute liberté;

2° recueillent la déclaration individuelle des membres du personnel qui sont associés à l'enquête afin de recueillir des informations objectives;

3° établissent un rapport écrit de la déclaration des membres du personnel qui sont associés à l'enquête.

§ 2. Les membres du personnel qui sont associés à l'enquête fournissent aux médiateurs fédéraux et, le cas échéant, aux experts qui les assistent dans l'exécution de l'enquête toutes les informations pertinentes et éclairantes dont ils disposent dans le cadre de l'enquête.

§ 3. Le rapport écrit visé au § 1<sup>er</sup>, 3°, est remis aux membres du personnel qui sont associés à l'enquête afin qu'ils puissent y ajouter leurs remarques.

§ 3. De federale ombudsmannen kunnen zich voor het uitvoeren van het onderzoek naar een veronderstelde integriteitsschending laten bijstaan door deskundigen.

§ 4. De federale ombudsmannen en, desgevallend, de deskundigen die hen bijstaan kunnen elk personeelslid dat zij nodig achten bij dit onderzoek betrekken. Het personeelslid dat betrokken wordt bij het onderzoek heeft het recht zich te laten bijstaan door een raadsman.

**Art. 11.** § 1. De opdracht voor het onderzoek naar de veronderstelde integriteitsschending bevat ten minste :

1° de beschrijving van de veronderstelde integriteitsschending die aanleiding geeft tot het onderzoek;

2° de naam van de federale administratieve overheid waar het onderzoek zal worden uitgevoerd;

3° de naam, de taalrol en de contactgegevens van de federale ombudsmannen en, desgevallend, de deskundigen die hen bijstaan bij de uitvoering van het onderzoek;

4° de vragen waarop het onderzoek dient te antwoorden;

5° de voorziene einddatum van het onderzoek : het onderzoek dient afgerond te zijn uiterlijk twintig weken na de ontvangstdatum, bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid. De voorziene duur kan, mits motivering, uitgebreid worden met maximum vier weken.

§ 2. Elke wijziging aan de opdracht voor het onderzoek wordt door de federale ombudsmannen schriftelijk vastgelegd in een addendum.

§ 3. De opdracht voor het onderzoek en het in § 2 bedoelde addendum worden door de federale ombudsmannen en, desgevallend, de deskundigen die hen bijstaan bij de uitvoering van het onderzoek ondertekend en gedagtekend.

#### Afdeling 2. — De schriftelijke kennisgeving van het onderzoek

**Art. 12.** De personeelsleden die worden betrokken bij het onderzoek krijgen van de federale ombudsmannen een schriftelijke kennisgeving van het onderzoek.

Deze kennisgeving bevat minstens :

1° de beschrijving van de veronderstelde integriteitsschending die aanleiding geeft tot het onderzoek;

2° de mogelijkheid dat het onderzoek kan worden uitgebreid tot de feiten en omstandigheden die in de loop van het onderzoek bekend worden en die van belang kunnen zijn voor de vaststelling van de omvang, de aard en de ernst van de veronderstelde integriteitsschending;

3° het recht van het personeelslid dat bij het onderzoek wordt betrokken om zich door een raadsman te laten bijstaan;

4° de naam van de federale administratieve overheid waar het onderzoek zal worden uitgevoerd;

5° de naam, de taalrol en de contactgegevens van de federale ombudsmannen en, desgevallend, de deskundigen die hen bijstaan bij de uitvoering van het onderzoek.

De kennisgeving is niet van toepassing als het belang van het onderzoek dit vereist. De toepassing van deze bepaling wordt in het schriftelijk verslag van het onderzoek gemotiveerd opgenomen.

#### Afdeling 3. — De individuele verklaring en het schriftelijk verslag

**Art. 13.** § 1. De federale ombudsmannen en, desgevallend, de deskundigen die hen bijstaan bij de uitvoering van het onderzoek :

1° waarborgen dat de personeelsleden die worden betrokken bij het onderzoek hun verklaring in vrijheid kunnen afleggen;

2° nemen een individuele verklaring af voor het verzamelen van objectieve informatie van de personeelsleden die worden betrokken bij het onderzoek;

3° maken een schriftelijk verslag op van de verklaring van de personeelsleden die worden betrokken bij het onderzoek.

§ 2. De personeelsleden die worden betrokken bij het onderzoek geven de federale ombudsmannen en, desgevallend, de deskundigen die de federale ombudsmannen bijstaan bij de uitvoering van het onderzoek alle relevante en verhelderende informatie waarover zij beschikken in het kader van de onderzoeksopdracht.

§ 3. Het schriftelijk verslag, bedoeld in § 1, 3°, wordt aan de personeelsleden die worden betrokken bij het onderzoek overhandigd zodat ze het van hun opmerkingen kunnen voorzien.

§ 4. Le rapport écrit visé au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et complété conformément au § 3, porte le nom et la signature datée des médiateurs fédéraux et, le cas échéant, des experts qui les assistent dans l'exécution de l'enquête, ainsi que des membres du personnel qui sont associés à l'enquête et, le cas échéant, des conseils qui les assistent.

Chaque page du rapport est numérotée.

Si un membre du personnel associé à l'enquête ou, le cas échéant, son conseil refuse de signer le rapport, ce refus y est mentionné.

#### Section 4. — Le rapport écrit complété

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Au plus tard deux semaines après la date de clôture de l'enquête, les médiateurs fédéraux complètent ce rapport par leurs points de vue sur le fond, leur appréciation et les mesures qu'ils recommandent.

§ 2. Si les médiateurs fédéraux estiment que le rapport écrit complété de l'enquête, visé au § 1<sup>er</sup>, contient suffisamment d'éléments pour conclure que l'atteinte suspectée à l'intégrité n'a pas eu lieu, ils clôturent définitivement l'enquête.

Les médiateurs fédéraux communiquent la décision :

1<sup>o</sup> au responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale où a eu lieu l'atteinte suspectée à l'intégrité;

2<sup>o</sup> aux membres du personnel qui étaient associés à l'enquête;

3<sup>o</sup> au membre du personnel qui a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité.

§ 3. Si les médiateurs fédéraux estiment que le rapport écrit complété de l'enquête visé au § 1<sup>er</sup> contient suffisamment d'éléments pour conclure :

1<sup>o</sup> que l'atteinte suspectée à l'intégrité a effectivement eu lieu, mais qu'ils ne disposent pas de suffisamment d'éléments pour conclure qu'ils ont acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit, ils mettent le rapport écrit complété, pour suite voulue, à la disposition du responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale où a eu lieu l'atteinte suspectée à l'intégrité;

2<sup>o</sup> que l'atteinte suspectée à l'intégrité a effectivement eu lieu et qu'il y a suffisamment d'indices laissant penser que le responsable hiérarchique le plus élevé est impliqué dans l'atteinte suspectée à l'intégrité, ils mettent le rapport écrit complété, pour suite voulue, à la disposition du ministre dont relève l'autorité administrative fédérale ou le comité de gestion de l'institution publique concernée de sécurité sociale où a eu lieu l'atteinte suspectée à l'intégrité.

Les médiateurs fédéraux communiquent la décision :

1<sup>o</sup> aux membres du personnel qui étaient associés à l'enquête;

2<sup>o</sup> au membre du personnel qui a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité.

§ 4. Lorsqu'une personne de confiance d'intégrité ou un médiateur fédéral estime, au cours de la procédure de dénonciation, qu'il dispose de suffisamment d'éléments pour pouvoir conclure qu'il a acquis la connaissance d'un crime ou d'un délit :

1<sup>o</sup> l'article 29 du Code d'instruction criminelle s'applique sans délai en ce qui concerne la personne de confiance d'intégrité. Celle-ci en informe par écrit le responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale où a eu lieu le crime ou le délit suspecté. S'il apparaît toutefois suffisamment que le responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale où a eu lieu le crime ou le délit suspecté y est impliqué, la personne de confiance en informe par écrit le ministre dont relève l'autorité administrative fédérale ou le comité de gestion de l'institution publique concernée de sécurité sociale, où a eu lieu le crime ou le délit suspecté;

2<sup>o</sup> l'article 12 de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux s'applique sans délai en ce qui concerne le médiateur fédéral. Lorsqu'il apparaît à suffisance que le responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale où a eu lieu le crime ou le délit suspecté est impliqué dans le crime ou le délit suspecté, le médiateur fédéral en informe par écrit le ministre dont relève l'autorité administrative fédérale ou le comité de gestion de l'institution publique concernée de sécurité sociale, où a eu lieu le crime ou le délit suspecté.

§ 4. Het schriftelijk verslag, bedoeld in § 1, 3<sup>o</sup>, aangevuld in overeenstemming met § 3, wordt voorzien van de naam, de handtekening en de dagtekening van de federale ombudsmannen en, desgevallend, de deskundigen die hen bijstaan bij de uitvoering van het onderzoek en van de personeelsleden die worden betrokken bij onderzoek en, desgevallend, van de raadsmanen die deze personeelsleden bijstaan.

Elke bladzijde van het verslag wordt genummerd.

Indien een personeelslid dat wordt betrokken bij het onderzoek of, desgevallend, zijn raadsman weigert het verslag te ondertekenen wordt dit opgenomen in het verslag.

#### Afdeling 4. — Het aangevulde schriftelijk verslag

**Art. 14.** § 1. De federale ombudsmannen vullen uiterlijk twee weken na de datum waarop het onderzoek is afgerond dit verslag aan met hun inhoudelijke standpunten, hun beoordeling en de maatregelen die zij adviseren.

§ 2. Indien de federale ombudsmannen menen dat het aangevulde schriftelijk verslag van het onderzoek, bedoeld in § 1, voldoende elementen bevat om te besluiten dat de veronderstelde integriteitsschending zich niet heeft voorgedaan, dan sluiten zij het onderzoek definitief af.

De federale ombudsmannen brengen deze beslissing ter kennis van :

1<sup>o</sup> de hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid waar de veronderstelde integriteitsschending zich heeft voorgedaan;

2<sup>o</sup> de personeelsleden die bij het onderzoek werden betrokken;

3<sup>o</sup> het personeelslid dat de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld.

§ 3. Indien de federale ombudsmannen menen dat het aangevulde schriftelijk verslag van het onderzoek, bedoeld in § 1, voldoende elementen bevat om te besluiten dat :

1<sup>o</sup> de veronderstelde integriteitsschending zich werkelijk heeft voorgedaan, maar dat zij over onvoldoende elementen beschikken om te besluiten dat zij kennis hebben gekregen van een misdaad of van een wanbedrijf, stellen zij het aangevulde schriftelijk verslag voor verder gevolg ter beschikking van de hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid waar de veronderstelde integriteitsschending zich heeft voorgedaan;

2<sup>o</sup> de veronderstelde integriteitsschending zich werkelijk heeft voorgedaan en over voldoende aanwijzingen te beschikken dat de hoogste hiërarchische leidinggevende betrokken is bij de veronderstelde integriteitsschending, stellen zij het aangevulde schriftelijk verslag voor verder gevolg ter beschikking van de minister die bevoegd is voor de federale administratieve overheid of aan het beheerscomité van de betrokken openbare instelling van sociale zekerheid waar de veronderstelde integriteitsschending zich heeft voorgedaan.

De federale ombudsmannen brengen deze beslissing ter kennis van :

1<sup>o</sup> de personeelsleden die bij het onderzoek werden betrokken;

2<sup>o</sup> het personeelslid dat de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld.

§ 4. Als een vertrouwenspersoon integriteit of een federale ombudsman in de loop van het meldingsproces meent over voldoende elementen te beschikken om te kunnen besluiten dat zij kennis hebben gekregen van een misdaad of van een wanbedrijf, geldt onverwijld :

1<sup>o</sup> voor de vertrouwenspersoon integriteit de toepassing van artikel 29 van het Wetboek van strafvordering. Hij geeft hiervan schriftelijk kennis aan de hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid waar de veronderstelde misdaad of het veronderstelde wanbedrijf zich heeft voorgedaan. Als echter voldoende blijkt dat de hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid waar de veronderstelde misdaad of het veronderstelde wanbedrijf zich heeft voorgedaan, erbij betrokken is dan geeft hij hiervan schriftelijk kennis aan de minister die bevoegd is voor de federale administratieve overheid of aan het beheerscomité van de betrokken openbare instelling van sociale zekerheid waar de veronderstelde misdaad of het veronderstelde wanbedrijf zich heeft voorgedaan;

2<sup>o</sup> voor de federale ombudsmannen de toepassing van artikel 12 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen. Zij geven hiervan schriftelijk kennis aan de minister die bevoegd is voor de federale administratieve overheid of aan het beheerscomité van de betrokken openbare instelling van sociale zekerheid waar de veronderstelde misdaad of het veronderstelde wanbedrijf zich heeft voorgedaan als voldoende blijkt dat de hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid betrokken is bij die veronderstelde misdaad of wanbedrijf.

§ 5. La personne de confiance d'intégrité ou le médiateur fédéral notifie la déclaration résultant de l'application du § 4, 1° et 2°, au membre du personnel :

1° qui a agi conformément à l'article 8, § 1<sup>er</sup>;

2° qui, selon la personne de confiance ou le médiateur fédéral, n'est pas impliqué dans le crime ou le délit suspecté à déclarer.

CHAPITRE 7. — *La protection contre une mesure ayant une conséquence préjudiciable pour les conditions ou les circonstances de travail*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Les médiateurs fédéraux protègent les personnes suivantes contre une mesure ayant une conséquence préjudiciable pour les conditions ou les circonstances de travail, telle que visée au § 2, qui découle de la dénonciation, à la personne de confiance d'intégrité ou au Point de contact central, d'une atteinte suspectée à l'intégrité :

1° le membre du personnel qui a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité;

2° le membre du personnel qui est associé à l'enquête, et

3° le membre du personnel-conseil qui assiste le membre du personnel associé à l'enquête.

§ 2. Par mesure ayant une conséquence préjudiciable pour les conditions ou les circonstances de travail, qui découle de la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité, il faut entendre, entre autres, le fait de :

1° licencier un membre du personnel, hors le cas de la démission volontaire;

2° résilier anticipativement ou ne pas prolonger une nomination à titre temporaire;

3° ne pas convertir une nomination à titre temporaire pour une période d'essai en une nomination à titre définitif lorsque celle-ci est envisageable;

4° déplacer ou muter un membre du personnel ou refuser une demande en ce sens;

5° prendre une mesure d'ordre;

6° prendre une mesure d'ordre intérieur;

7° prendre une mesure disciplinaire;

8° priver un membre du personnel d'une augmentation salariale;

9° priver un membre du personnel de possibilités de promotion;

10° priver un membre du personnel de facilités dont bénéficient les autres collaborateurs;

11° refuser un congé;

12° attribuer une évaluation défavorable.

§ 3. La période de protection prend cours :

1° pour le membre du personnel qui a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité, à la date de réception visée à l'article 6, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>;

2° pour le membre du personnel et le membre du personnel-conseil qui sont associés à l'enquête, à la date à laquelle les médiateurs fédéraux et, le cas échéant, les experts les associent à l'enquête relative à la dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité.

Le Roi fixe la durée de la période de protection. Celle-ci est de deux ans au moins à dater de la clôture du rapport écrit complété ou d'une condamnation judiciaire définitive.

§ 4. La protection n'est pas accordée au membre du personnel qui souhaite dénoncer une atteinte suspectée à l'intégrité dans une autorité administrative fédérale, mais qui n'a pas agi conformément à l'article 8.

§ 5. La protection accordée au membre du personnel qui dénonce l'atteinte suspectée à l'intégrité conformément aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, est levée à la date de clôture du rapport écrit complété, tel que visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, si celui-ci contient suffisamment d'éléments permettant de conclure :

1° que le membre du personnel qui a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité a agi en sachant pertinemment que cette dénonciation n'était pas sincère;

2° que le membre du personnel qui a dénoncé l'atteinte suspectée à l'intégrité est lui-même impliqué dans l'atteinte suspectée dénoncée.

§ 5. De vertrouwenspersoon integriteit of de federale ombudsman geven kennis van de aangifte die voortvloeit uit de toepassing van § 4, 1° en 2°, aan het personeelslid dat :

1° heeft gehandeld overeenkomstig artikel 8, § 1;

2° volgens de vertrouwenspersoon of de federale ombudsman niet betrokken is bij de aan te geven veronderstelde misdaad of wanbedrijf.

HOOFDSTUK 7. — *De bescherming tegen een maatregel met een nadelig gevolg voor de arbeidsvoorwaarden of de arbeidsomstandigheden*

**Art. 15.** § 1. De federale ombudsmannen beschermen de volgende personen tegen een maatregel met een nadelig gevolg voor de arbeidsvoorwaarden of de arbeidsomstandigheden, zoals bedoeld in § 2 van dit artikel, dat voortvloeit uit de melding van een veronderstelde integriteitsschending bij de vertrouwenspersoon integriteit of het Centraal Meldpunt :

1° het personeelslid dat de veronderstelde integriteitsschendingen heeft gemeld;

2° het personeelslid dat wordt betrokken bij het onderzoek; en

3° het personeelslid-raadsman dat het personeelslid dat wordt betrokken bij het onderzoek adviseert.

§ 2. Onder een maatregel met een nadelig gevolg voor de arbeidsvoorwaarden of -omstandigheden, dat voortvloeit uit de melding van een veronderstelde integriteitsschending wordt onder meer verstaan :

1° het verlenen van ontslag anders dan op eigen verzoek;

2° het tussentijds beëindigen of het niet verlengen van een aanstelling in tijdelijke dienst;

3° het niet omzetten van een aanstelling in tijdelijke dienst voor een proeftijd in een aanstelling in vaste dienst indien deze in het vooruitzicht kan worden gesteld;

4° het verplaatsen of overplaatsen of het weigeren van een verzoek daartoe;

5° het nemen van een ordemaatregel;

6° het nemen van een maatregel van inwendige orde;

7° het nemen van een tuchtmaatregel;

8° het onthouden van salarisverhoging;

9° het onthouden van promotiekansen;

10° het onthouden van faciliteiten die andere medewerkers wel krijgen;

11° het weigeren van verlof;

12° het toekennen van een ongunstige evaluatie.

§ 3. De beschermingsperiode gaat in :

1° voor het personeelslid dat de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld, op de ontvangstdatum, bedoeld in artikel 6, § 4, eerste lid;

2° voor het personeelslid en het personeelslid-raadsman die worden betrokken bij het onderzoek, op de datum waarop zij door de federale ombudsmannen en, desgevallend, de deskundigen bij het onderzoek naar de melding van de veronderstelde integriteitsschending worden betrokken.

De Koning bepaalt de duur van de beschermingsperiode. Deze bedraagt minstens twee jaar na het afronden van het aangevulde schriftelijke verslag of na een definitieve gerechtelijke veroordeling.

§ 4. De bescherming wordt niet toegekend aan het personeelslid dat een veronderstelde integriteitsschending wil melden in een federale administratieve overheid maar niet heeft gehandeld overeenkomstig artikel 8.

§ 5. De bescherming die aan het personeelslid dat de veronderstelde integriteitsschending meldt wordt toegekend overeenkomstig §§ 1, 2 en 3, wordt opgeheven op datum van de afronding van het aangevulde schriftelijk verslag, bedoeld in artikel 14, § 1, als daarin voldoende elementen aanwezig zijn om te besluiten dat :

1° het personeelslid dat de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld heeft gehandeld in de wetenschap dat deze melding niet eerlijk was;

2° het personeelslid dat de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld zelf betrokken is bij de gemelde veronderstelde integriteitsschending.

La protection accordée conformément aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 au membre du personnel qui est associé à l'enquête est levée à la date de clôture du rapport écrit complété, tel que visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, si celui-ci contient suffisamment d'éléments permettant de conclure :

1° que le membre du personnel a délibérément fourni des informations malhonnêtes, non conformes à la réalité et manifestement incomplètes aux enquêteurs dans le cadre de son mandat d'enquête;

2° que le membre du personnel était lui-même impliqué dans l'atteinte suspectée dénoncée.

§ 6. Les médiateurs fédéraux notifient par écrit au membre du personnel la décision d'accorder, de ne pas accorder ou de lever la protection.

§ 7. L'examen d'une réclamation est suspendu lorsque les faits font l'objet d'un recours juridictionnel ou d'un recours administratif organisé. L'autorité administrative avertit les médiateurs fédéraux du recours introduit.

Dans ce cas, les médiateurs fédéraux informent le réclamant sans délai de la suspension de l'examen de sa réclamation.

L'introduction et l'examen d'une réclamation ne suspendent ni n'interrompent les délais de recours juridictionnels ou de recours administratifs organisés.

§ 8. La protection visée au § 1<sup>er</sup> est accordée de droit par les médiateurs fédéraux.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Un membre du personnel qui prétend subir ou être menacé de subir une mesure visée à l'article 15, § 2, peut déposer une plainte motivée auprès des médiateurs fédéraux pendant la période visée à l'article 15.

§ 2. Si pendant la période de protection, des mesures visées à l'article 15, § 2, sont prises à l'encontre d'un membre du personnel protégé, la charge de la preuve qu'aucune mesure ou menace de mesure n'est ou n'a été prise ou formulée incombe à l'autorité administrative fédérale où l'on présume que des mesures ou des menaces de mesures, sont ou ont été prises ou formulées.

§ 3. Les médiateurs fédéraux demandent par écrit au responsable hiérarchique le plus élevé de l'autorité administrative fédérale visée au § 2, de prouver qu'aucune mesure ou menace de mesure visée à l'article 15, § 2, n'a été prise ou formulée, au cours de la période de protection, à l'encontre du membre du personnel protégé.

§ 4. Le responsable hiérarchique visé au § 3, dispose de quatre semaines, à compter de la date de réception de la demande écrite visée au § 3, pour mettre à la disposition des médiateurs fédéraux un rapport écrit établissant de manière incontestable si, oui ou non, des mesures ou des menaces de mesures visées à l'article 15, § 2, ont été prises ou formulées à l'encontre du membre du personnel protégé.

§ 5. S'il ressort incontestablement du rapport écrit visé au § 4 :

1° que des mesures ou des menaces de mesures visées à l'article 15, § 2, ont été prises ou formulées à l'encontre du membre du personnel protégé par les médiateurs fédéraux, l'article 12, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux est applicable — sans préjudice de l'application éventuelle d'autres sanctions légales — et le membre du personnel de l'autorité administrative fédérale qui a pris ou qui a menacé de prendre une mesure visée à l'article 15, § 2, fait l'objet d'une procédure disciplinaire;

2° qu'aucune mesure et/ou menace de mesure visée à l'article 15, § 2, n'a été prise ou formulée à l'encontre du membre du personnel protégé par les médiateurs fédéraux et que celui-ci a eu consciemment recours au § 1<sup>er</sup> par le biais d'une déclaration malhonnête et non conforme à la réalité, l'article 12, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux est applicable — sans préjudice de l'application éventuelle d'autres sanctions légales — et le membre du personnel fait l'objet d'une procédure disciplinaire.

De bescherming die aan het personeelslid dat wordt betrokken bij het onderzoek wordt toegekend overeenkomstig §§ 1, 2 en 3, wordt opgeheven op datum van de afronding van het aangevulde schriftelijk verslag, zoals bedoeld in artikel 14, § 1, als daarin voldoende elementen aanwezig zijn om te besluiten dat :

1° het personeelslid bewust oneerlijke, niet-waarheidsgetrouwe en manifest onvolledige informatie heeft verschafte aan de onderzoekers in het kader van zijn onderzoeksoverdracht;

2° het personeelslid zelf betrokken was bij de gemelde veronderstelde integriteitsschending.

§ 6. De federale ombudsmannen stellen het personeelslid schriftelijk in kennis van de beslissing om de bescherming al dan niet toe te kennen of te heffen.

§ 7. Het onderzoek van een klacht wordt opgeschort wanneer omtrent de feiten een beroep bij de rechtbank of een georganiseerd administratief beroep wordt ingesteld. De administratieve overheid stelt de federale ombudsmannen in kennis van het ingestelde beroep.

In dat geval brengen de federale ombudsmannen de klager onverwijld op de hoogte van de opschorting van de behandeling van zijn klacht.

De indiening en het onderzoek van een klacht schorsen noch stuiten de termijnen voor het instellen van beroepen bij de rechtbank of van georganiseerde administratieve beroepen.

§ 8. De in § 1 bedoelde bescherming wordt door de federale ombudsmannen van rechtswege verleend.

**Art. 16.** § 1. Een personeelslid dat beweert dat hij het slachtoffer is van of bedreigd wordt met een maatregel, bedoeld in artikel 15, § 2, kan tijdens de beschermingsperiode, zoals bedoeld in artikel 15, een met redenen omklede klacht indienen bij de federale ombudsmannen.

§ 2. Indien tijdens de beschermperiode tegen een beschermd personeelslid, maatregelen zoals bedoeld in artikel 15, § 2 worden genomen, dan valt de bewijslast, dat er zich geen maatregelen of de dreiging met maatregelen hebben voorgedaan of voordoeden, ten laste van de federale administratieve overheid waar het bestaan van of de dreiging met maatregelen zich vermoedelijk hebben voorgedaan of voordoeden.

§ 3. De federale ombudsmannen vragen schriftelijk aan de hoogste hiërarchische leidinggevende van de in § 2 bedoelde federale administratieve overheid om te bewijzen dat tijdens de beschermperiode tegen het beschermd personeelslid geen maatregelen zijn genomen of werd bedreigd met maatregelen.

§ 4. De in § 3 bedoelde hoogste hiërarchische leidinggevende van de federale administratieve overheid beschikt over vier weken, na de datum van ontvangst van de schriftelijke vraag, bedoeld in § 3, om een schriftelijk verslag ter beschikking te stellen van de federale ombudsmannen waaruit ontegensprekelijk moet blijken of tegen het beschermd personeelslid al dan niet maatregelen zijn genomen of werd bedreigd met maatregelen.

§ 5. Indien uit het in § 4 bedoelde schriftelijk verslag, ontegensprekelijk blijkt dat tegen het personeelslid dat wordt beschermd door de federale ombudsmannen :

1° maatregelen zijn genomen of werd bedreigd met maatregelen zoals bedoeld in artikel 15, § 2, is het tweede lid van artikel 12 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen van toepassing — onverminderd de mogelijke toepassing van andere wettelijke sancties — en wordt het personeelslid in de federale administratieve overheid dat de maatregel heeft genomen of heeft bedreigd met een maatregel, zoals bedoeld in artikel 15, § 2, het onderwerp van een tuchtrechtelijke procedure;

2° geen maatregelen zijn genomen of niet werd bedreigd met maatregelen zoals bedoeld in artikel 15, § 2 en dat het personeelslid bewust oneerlijk en niet waarheidsgetrouw heeft gebruik gemaakt van § 1 is het tweede lid van artikel 12 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen van toepassing — onverminderd de mogelijke toepassing van andere wettelijke sancties — en wordt het personeelslid het onderwerp van een tuchtrechtelijke procedure.



CHAPITRE 8. — *Sanctions applicables  
en cas de dénonciations abusives*

**Art. 17.** Sans préjudice de l'application éventuelle d'autres sanctions prévues par la loi, l'article 12, alinéa 2, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux est applicable et un membre du personnel de l'autorité administrative fédérale fait l'objet d'une procédure disciplinaire s'il ressort incontestablement du rapport écrit complété, visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, que :

1° le membre du personnel a délibérément fait une dénonciation de l'atteinte suspectée à l'intégrité faussée et non conforme à la réalité;

2° le membre du personnel associé à l'enquête a délibérément fourni des informations fausses, non conformes à la réalité ou incomplètes aux médiateurs fédéraux et aux experts qui les assistent dans le cadre de l'enquête;

3° le membre du personnel a délibérément agi ou pris des décisions dans le seul but d'entraver, de compliquer et/ou de clôturer l'enquête ou d'inciter une personne à agir de la sorte.

CHAPITRE 9. — *Dispositions modificatives*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modification du Code d'instruction criminelle

**Art. 18.** L'article 29 du Code d'instruction criminelle, modifié en dernier lieu par la loi du 23 mars 1999, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les fonctionnaires qui, sur la base de la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité dans une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel, ont recours au système de dénonciation, sont dispensés de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. »

*Section 2.* — Modifications de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux

**Art. 19.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° d'examiner les dénonciations des atteintes suspectées à l'intégrité conformément à la loi du... relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité dans une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel. »

**Art. 20.** L'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, modifié par la loi du 5 février 2001, est complété par la phrase suivante :

« Ces rapports contiennent également les recommandations formulées par les médiateurs fédéraux sur l'exécution de la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité dans une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel, visant à adapter et à améliorer le système de dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité. »

CHAPITRE 10. — *Entrée en vigueur*

**Art. 21.** La présente loi entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances et du Développement durable,  
chargé de la Fonction publique,  
K. GEENS

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique  
et à la Modernisation des Services publics,  
H. BOGAERT

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

HOOFDSTUK 8. — *Sancties die van toepassing zijn  
op bedrieglijke meldingen*

**Art. 17.** Onverminderd de mogelijke toepassing van andere wettelijk voorziene sancties, is het tweede lid van artikel 12 van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen van toepassing en wordt een personeelslid in de federale administratieve overheid het onderwerp van een tuchtrechtelijke procedure indien uit het aangevulde schriftelijk verslag, bedoeld in artikel 14, § 1, ontegensprekelijk blijkt dat :

1° het personeelslid bewust oneerlijk en niet waarheidsgetrouw de veronderstelde integriteitsschending heeft gemeld;

2° het personeelslid dat werd betrokken bij het onderzoek bewust oneerlijk, niet-waarheidsgetrouw of onvolledige informatie ter beschikking van de federale ombudsmannen en de deskundigen die hen bijstaan bij de uitvoering van het onderzoek heeft gesteld;

3° het personeelslid bewust heeft gehandeld of beslissingen heeft genomen met als enige oogmerk het onderzoek te verhinderen, te bemoeilijken en/of te beëindigen of een persoon hiertoe aan te zetten.

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigingsbepalingen*

*Afdeling 1.* — Wijziging van het Wetboek van strafvordering

**Art. 18.** Artikel 29 van het Wetboek van strafvordering, laatst gewijzigd bij de wet van 23 maart 1999, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« De ambtenaren die op basis van de wet van 15 september 2013 betreffende de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door haar personeelsleden gebruik maken van het meldingssysteem worden van de in het eerste lid bedoelde verplichting vrijgesteld. »

*Afdeling 2.* — Wijzigingen van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen

**Art. 19.** Artikel 1, eerste lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen, wordt aangevuld met en 4°, luidende :

« 4° meldingen te onderzoeken van veronderstelde integriteitsschendingen overeenkomstig de wet van 15 september 2013 betreffende de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door haar personeelsleden. »

**Art. 20.** artikel 15, eerste lid, van de wet van 22 maart 1995 tot instelling van federale ombudsmannen, gewijzigd bij de wet van 5 februari 2001, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Tevens bevatten deze verslagen de aanbevelingen die door de federale ombudsmannen worden geformuleerd over de uitvoering van de wet van... betreffende de melding van een veronderstelde integriteitsschending in de federale administratieve overheden door haar personeelsleden, tot aanpassing en verbetering van het meldingssysteem van een veronderstelde integriteitsschending. »

HOOFDSTUK 10. — *Inwerkingtreding*

**Art. 21.** Deze wet treedt in werking zes maanden na haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling,  
belast met Ambtenarenzaken,  
K. GEENS

De Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken  
en Modernisering van de Openbare Diensten,  
H. BOGAERT

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

## Note

(1) *Session 2012-2013.*

Sénat

*Documents.* — Proposition de loi de M. Beke et consorts, 5-217 - N° 1. — Amendements, 5-217 - N° 2. — Avis du Conseil d'Etat, 5-217 - N° 3. — Amendements, 5-217 - N° 4. — Rapport, 5-217 - N° 5. — Texte adopté par la commission, 5-217 - N° 6. — Amendements, 5-217 - N° 7. — Rapport, 5-217 - N° 8. — Texte adopté par la commission, 5-217 - N° 9. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, 5-217 - N° 10.

*Annales du Sénat.* — 2 mai 2013.

Chambre des représentants

*Documents.* — Projet transmis par le Sénat, 53-2802 - N° 1. — Rapport, 53-2802 - N° 2. — Texte corrigé par la commission, 53-2802 - N° 3. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 53-2802 - N° 4.

*Compte rendu intégral.* — 16 et 17 juillet 2013.

## Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Senaat

*Stuk.* — Wetsvoorstel van de heer Beke c.s, 5 -217 - Nr. 1 — Amendementen, 5-217 - Nr. 2. — Advies van de Raad van State, 5-217 - Nr. 3. — Amendementen, 5-217 - Nr. 4. — Verslag, 5-217 - Nr. 5. — Tekst aangenomen door de commissie, 5-217 - Nr. 6. — Amendementen, 5-217 - Nr. 7. — Verslag, 5-217 - Nr. 8. — Tekst aangenomen door de commissie, 5-217 - Nr. 9. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, 5-217 - Nr. 10.

*Handelingen van de Senaat.* — 2 mei 2013

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat, 53-2802 - Nr. 1. — Verslag, 53-2802 - Nr. 2. — Tekst verbeterd door de commissie, 53-2802 - Nr. 3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 53-2802 - Nr. 4.

*Integraal verslag.* — 16 en 17 juli 2013.SERVICE PUBLIC FEDERAL  
PERSONNEL ET ORGANISATION

[C - 2013/02046]

24 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté royal relatif à l'évaluation  
dans la fonction publique fédérale

## RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté entend mettre en place un nouveau système qui lie étroitement l'évolution de la carrière pécuniaire au processus d'évaluation.

Le projet d'arrêté vise à remplacer l'arrêté royal du 2 août 2002 instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux et dans le Ministère de la Défense ainsi que diverses dispositions réglementaires du statut du personnel qui font référence à l'évaluation.

Le projet d'arrêté s'inscrit dans une perspective dynamique de gestion des ressources humaines qui a pour objectif de stimuler les membres du personnel dans le développement de leur carrière.

Le projet d'arrêté vise l'ensemble des membres du personnel statutaires et contractuels de la fonction publique fédérale (les services publics fédéraux, les services publics fédéraux de programmation, ainsi que des services qui en dépendent, le Ministère de la Défense ainsi que des services qui en dépendent, ou une des personnes morales visées à l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique).

Après avoir défini les notions essentielles à la bonne compréhension du processus d'évaluation (article 2 du projet d'arrêté), le projet d'arrêté rappelle le principe de base de l'évaluation : dès le début du processus, l'évaluateur et l'évalué s'entendent sur la description de la fonction, les objectifs fixés et les résultats qui y sont liés. L'évaluation porte d'abord sur les objectifs de prestation et le développement des compétences nécessaires à la fonction. S'y ajoute, avec la même importance la qualité des évaluations pour ceux qui en sont chargés. L'évaluateur tiendra bien sûr compte également, mais dans un second temps, de la contribution du membre du personnel aux prestations de l'équipe et de sa disponibilité à l'égard des usagers du service : ces deux éléments seront la plupart du temps inhérents aux deux premiers (article 3 du projet).

Le projet d'arrêté fixe quatre mentions qui peuvent figurer dans le rapport d'évaluation : « exceptionnel », « répond aux attentes », « à améliorer » et « insuffisant » (article 12 du projet). Chaque mention répond à des critères définis dans les articles 13 à 16 du projet d'arrêté. Pour les membres du personnel amenés à effectuer des évaluations, un second paragraphe est intégré dans ces mêmes articles afin de cibler les critères en fonction desquels les évaluateurs seront eux-mêmes évalués dans leur rôle d'évaluateurs.

La lecture attentive de ces articles permet d'identifier la gradation au sein des différentes mentions, elle doit permettre d'aider à une appréciation objective.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
PERSONEEL EN ORGANISATIE

[C - 2013/02046]

24 SEPTEMBER 2013. — Koninklijk besluit betreffende  
de evaluatie in het federaal openbaar ambt

## VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat wij ter ondertekening aan Uwe Majesteit voorleggen beoogt de invoering van een nieuw stelsel waarin de evolutie van de geldelijke loopbaan nauw verbonden is aan het evaluatieproces.

Het doel van het ontwerp van besluit is het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten en in het Ministerie van Defensie te vervangen, alsook verschillende reglementaire bepalingen van het personeelsstatuut die naar de evaluatie verwijzen.

Het ontwerp van besluit past in een dynamisch perspectief inzake personeelsmanagement met als doel de personeelsleden in de ontwikkeling van hun loopbaan te stimuleren.

Het ontwerp van besluit beoogt alle statutaire en contractuele personeelsleden van het federaal openbaar ambt (de federale overheidsdiensten, de programmatorische federale overheidsdiensten, alsook de diensten die ervan afhangen, het Ministerie van Landsverdediging alsook de diensten die ervan afhangen of een van de rechtspersonen bedoeld in artikel 1, 3<sup>o</sup>, van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken).

Na een definitie van de begrippen die noodzakelijk zijn voor een goed inzicht in het evaluatieproces (artikel 2 van het ontwerp van besluit) wijst het ontwerp van besluit nogmaals op het basisprincipe van de evaluatie : bij het begin van het proces komen de evaluator en de geëvalueerde tot een akkoord over de functiebeschrijving, de vastgestelde doelstellingen en de daaraan verbonden resultaten. De evaluatie heeft in de eerste plaats betrekking op de prestatiedoelstellingen en de ontwikkeling van de competenties die noodzakelijk zijn voor de functie. Voor wie ermee belast is, komt daarbij nog de kwaliteit van de evaluaties, waaraan evenveel belang wordt gehecht. In tweede instantie houdt de evaluator natuurlijk ook rekening met de bijdrage van het personeelslid aan de prestaties van het team en zijn beschikbaarheid voor de gebruikers van de dienst : die twee elementen zijn meestal inherent aan de eerste twee (artikel 3 van het ontwerp).

Het ontwerp van besluit bepaalt vier vermeldingen die in het evaluatieverslag kunnen voorkomen : "uitzonderlijk", "voldoet aan de verwachtingen", "te verbeteren" en "onvoldoende" (artikel 12 van het ontwerp). Elke vermelding voldoet aan criteria die zijn bepaald in de artikelen 13 tot 16 van het ontwerp van besluit. Voor de personeelsleden die evaluaties moeten uitvoeren is in die artikelen een tweede paragraaf geïntegreerd om de criteria op basis waarvan de evaluatoren in hun rol van evaluator zelf zullen worden geëvalueerd, vast te stellen.

Bij de bestudering van die artikelen kan de gradatie binnen de verschillende vermeldingen, waarmee een objectieve beoordeling mogelijk moet zijn, worden vastgesteld.